

CAMBODGE.

Il faut que les manifestations pacifiques puissent se tenir sans risque d'effusion de sang

Index AI : AI 23/17/98

Les autorités cambodgiennes doivent assurer la sécurité de toutes les personnes qui prendront part à une manifestation pacifique dimanche prochain, a déclaré aujourd'hui (19 juin 1998) Amnesty International, qui craint que les autorités n'aient recours à la force pour empêcher les manifestants de se rassembler.

Les membres d'un parti d'opposition se sont vu refuser la permission de défilér dans les rues de Phnom Penh, le 21 juin.

« Depuis trop longtemps, la capitale cambodgienne est le théâtre de violences et de bains de sang. Il est temps que chacun, quelle que soit son appartenance politique, apprenne à reconnaître et à respecter le droit qu'ont tous leurs concitoyens de se réunir pacifiquement et d'exprimer leurs opinions, sans craindre pour leur sécurité », a poursuivi l'organisation de défense des droits humains.

La manifestation avait été organisée par le parti de Sam Rainsy, qui entendait protester contre les irrégularités apparemment constatées dans le cadre de la préparation des élections qui doivent se tenir le 26 juillet. En mars 1997, une précédente manifestation dirigée par Sam Rainsy, et autorisée, avait été la cible d'un attentat à la grenade, qui avait causé la mort de 16 personnes au moins et blessé plus de 100 autres. Personne n'a jamais été appelé à répondre de cet attentat devant la justice, et les autorités cambodgiennes n'ont pas procédé à une enquête sérieuse.

L'interdiction de la manifestation de dimanche s'inscrit dans un contexte de tensions politiques accrues, à l'heure où les partis d'opposition se plaignent de manœuvres d'intimidation politique et d'irrégularités en matière d'inscription sur les listes électorales. Plusieurs sources ont également fait état d'homicides, peut-être liés à des motifs politiques. Depuis le coup de force de juillet 1997, qui s'est soldé par la destitution du prince Norodom Ranariddh, Amnesty International a eu connaissance de très nombreux assassinats politiques, dont personne n'a jamais été amené à rendre compte.

Amnesty International s'inquiète également des déclarations du second Premier ministre Hun Sen, qui a laissé entendre que les poursuites intentées contre l'un des principaux dirigeants des Khmers rouges pourraient être abandonnées, s'il acceptait de livrer d'autres dirigeants du groupe. « Les auteurs présumés de violations des droits humains ne doivent pas servir de monnaie d'échange, a indiqué Amnesty International. Sans obligation de rendre des comptes, il n'est point de justice. Sans respect des droits humains, il n'y aura pas de progrès. »

L'annonce de l'interdiction de la manifestation coïncide avec la réunion des gouvernements du groupe de pays connus sous le nom des « Amis du Cambodge ». Il est impératif que les droits humains figurent au centre des discussions sur le Cambodge et que des positions fermes soient prises publiquement contre la poursuite des violences et manœuvres d'intimidation politique. Tant que n'auront pas été prises des mesures concrètes garantissant que tous les individus soupçonnés de participation à des violations des droits humains seront appelés à répondre de leurs agissements, le cycle des violations se perpétuera. I